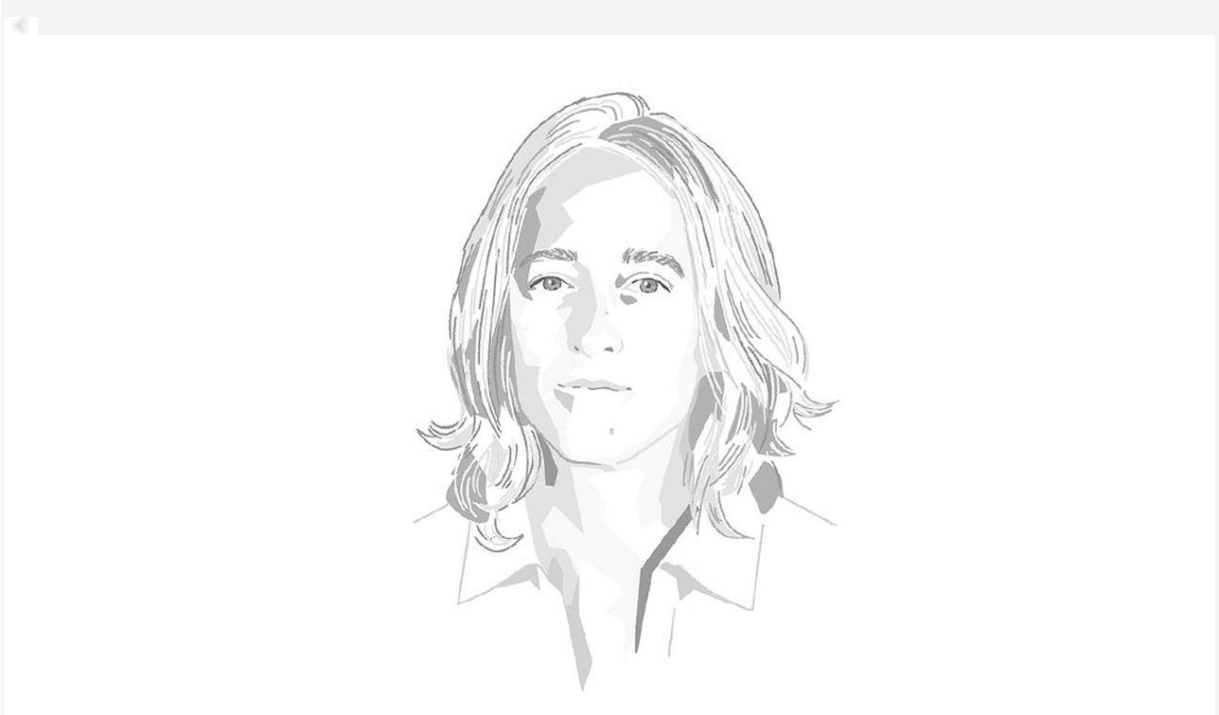


Ecole obligatoire

Seuls 55 % des enseignants ont repris le chemin de l'école. Une démobilisation coupable, alors que les élèves français décrochent des classements internationaux.



Lucie Robequain

Un mois après la fin du confinement, le pays retrouve un semblant de vie normale. A mesure que les services de réanimation se vident, les Français reprennent le chemin du travail, des terrasses et des magasins. Seule exception : les enseignants, dont 45 % n'a toujours pas remis un pied à l'école. On comprend l'angoisse qui fut la leur mi-mai, entre la peur d'une seconde vague de contamination -version Kawasaki pour les enfants- et celle de faire cours avec un masque sur le nez et beaucoup de contraintes sur le dos. Mais plus le virus s'éloigne, plus leur refus de retrouver les élèves devient indéfendable.

Cette moitié de professeurs qui déserte les salles de classe, pour des raisons plus ou moins légitimes, rend un fort mauvais service à l'autre, qui remplit ses missions parfois bien au-delà de ses prérogatives. Elle abandonne cette population qu'elle prétend défendre, à savoir ces enfants modestes qui n'entendront jamais parler de Voltaire en dehors d'une enceinte d'école. Ces retards pédagogiques sont potentiellement irrattrapables, s'agissant notamment des CP qui acquièrent des connaissances essentielles pour le reste de leur scolarité. Alors que les élèves français décrochent chaque année des classements internationaux, c'est une responsabilité immense que prennent là certains enseignants.

Grève insidieuse

Les professeurs n'ont pas forcément ces enjeux en tête. A voir combien la carte de leur absentéisme colle à celle de certaines baronnies politiques locales, on peut même soupçonner que leur démobilisation constitue une forme de résistance à Emmanuel Macron. C'est une

grève insidieuse, qui ne dit pas son nom, permettant à des professeurs mal payés et peu reconnus d'instaurer un rapport de force pour obtenir les revalorisations promises après la réforme des retraites, mais pas encore honorées.

La responsabilité est partagée par certains parents, qui ont fait preuve d'une certaine complaisance et ont trouvé dans la désertion des « profs » le miroir de leurs propres aspirations -à ne pas reprendre le travail ou à profiter de la campagne. La donne n'a guère de chances d'évoluer avant les vacances estivales. Oublions donc ces six mois sacrifiés, de mars à août : le plus vital est de réussir la rentrée de septembre. En allégeant ce protocole sanitaire que beaucoup d'épidémiologistes jugent désormais excessif. En rétablissant, surtout, le principe de l'école obligatoire... pour les enseignants comme pour les enfants.

Lucie Robequain